

Du savoir au pouvoir : la fécondité de la sociologie anglaise

Jacques RODRIGUEZ

Alors que l'utilité des sciences sociales est parfois mise en doute, l'histoire méconnue de la sociologie britannique rappelle au contraire combien ces sciences ont pu infléchir l'évolution des sociétés.

En Angleterre, la sociologie a eu pendant longtemps une présence institutionnelle assez faible comparée à ses homologues étrangères : aux côtés de l'économie politique et de l'anthropologie sociale, qui accompagnent l'essor de la puissance commerciale et de l'Empire colonial, elle a peu de visibilité et peu d'espace sur la scène académique. Cette histoire institutionnelle hésitante est assez paradoxale car l'Angleterre fut précocement le théâtre des principaux bouleversements qui allaient accoucher de la société moderne. Mais le paradoxe n'est qu'apparent si l'on admet que la sociologie peut prendre des formes variées, qu'elle ne se réduit pas à sa seule présence académique et qu'elle peut même faire l'objet d'un usage « intensif » sans parvenir, pour autant, à faire souche dans le paysage universitaire.

En décentrant ainsi la perspective, on entrevoit tout un ensemble de travaux consacrés à l'examen des questions de pauvreté et des dispositifs destinés à la combattre ; on découvre une tradition sociologique singulière marquée, depuis le dix-neuvième siècle, par une imbrication forte entre démarches d'analyse, problèmes sociaux et politiques publiques¹. En Angleterre, autrement dit, la sociologie se présente à bien des égards comme une véritable *science de la réforme sociale*, longtemps éloignée de l'université, mais toujours proche des

¹ Cf. Jacques Rodriguez, 2007, *Le pauvre et le sociologue. La construction de la tradition sociologique anglaise 19-20^e siècles*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion.

cercles du pouvoir. C'est là, sans doute, le creuset de son identité intellectuelle et la source de son étonnante fécondité, qu'il s'agisse de mesurer les phénomènes de pauvreté ou d'en proposer une interprétation globale.

La politique de la sociologie

En Angleterre, le savoir social est explicitement convoqué et mobilisé dans le cadre de projets politiques ambitieux, parmi lesquels la mise en place d'un vaste système d'assistance publique au dix-neuvième siècle ou l'édification du *welfare state* au lendemain de la seconde guerre mondiale. Savoir et pouvoir entretiennent ainsi des relations de complicité anciennes qui expliquent à bien des égards la trajectoire institutionnelle de la sociologie britannique, mais aussi l'importance de sa contribution, souvent avant-gardiste, à tous les débats sur les interventions sociales.

De fait, en soulignant la nécessité d'une politique de santé publique dès le milieu du dix-neuvième siècle, en révélant l'existence d'une misère incoercible entretenue par le libre jeu du marché ou en établissant, au moyen de la « ligne de pauvreté », que de nombreux travailleurs sont notoirement sous-payés, les sociologues vont légitimer, et même outiller la réforme sociale. La « ligne de pauvreté » que construit Seebohm Rowntree lors de ses enquêtes successives à York, en 1899 et 1936, sera par exemple utilisée pour justifier les premières assurances sociales, puis pour définir le niveau des allocations servies par l'Etat providence. Mais c'est justement parce que la recherche est orientée vers l'action que les chercheurs ne parviennent guère à s'imposer sur la scène académique ; d'autant moins, d'ailleurs, qu'ils sont souvent aspirés vers la machine politique à l'instar de Rowntree ou Beveridge, artisans des grandes réformes sociales du premier vingtième siècle². Après 1945 encore, de nombreux universitaires, notamment parmi les spécialistes de *social administration*, entretiendront des liens très étroits avec les milieux politico-administratifs, endossant tour à tour le rôle de l'expert, du professeur, du lobbyiste, du chercheur et du conseiller politique.

² Philip Abrams, 1968, *The Origins of British Sociology, 1834-1914*, Chicago, Chicago University Press.

Il y a donc un véritable tropisme administratif de la sociologie anglaise, qui est apparue peu à peu, sinon comme une réponse aux problèmes de pauvreté, du moins comme une interrogation sur les conditions sociales et politiques de leur éradication. C'est là son pré carré et la raison de son audience dans les cercles dirigeants ; c'est là, aussi, le principal ressort de son développement historique : elle combine des enquêtes empiriques qui décortiquent les problèmes sociaux et des recherches plus théoriques qui, à distance plus ou moins grande des premières, rendent compte de la dynamique sociale. Naturellement, si recherches empiriques, théorie sociale et interventions publiques s'interpellent souvent, leurs relations ne sont en rien mécaniques : elles s'inscrivent à chaque fois dans des configurations socio-historiques singulières qui en déterminent largement la forme et le contenu. Sur la longue période, toutefois, la sociologie anglaise apparaît bel et bien comme une réponse « morale » aux excès du libéralisme.

Sociologie et libéralisme

Le tournant du vingtième siècle constitue à cet égard une période tout à fait cruciale où le savoir social participe à la construction d'une alternative convaincante à l'individualisme libéral. Aux côtés des grandes enquêtes sociales qui démontrent, chiffres à l'appui, la coalescence du travail et de la misère, tout un ensemble de travaux s'efforce en effet de dissoudre le socialisme dans un libéralisme rénové, un *New Liberalism*. A l'origine de cette entreprise, on trouve en particulier la philosophie idéaliste de Thomas Green, qui défend une conception organiciste et unitaire de la société. Celle-ci se présente alors comme une communauté sociale, et même spirituelle – à bonne distance, donc, du simple agrégat des économistes ou de l'organisme vivant des évolutionnistes. Dans cette perspective, les individus dépendent de la société qui les a formés et, inversement, celle-ci est tributaire de ce qu'ils sont. Il s'ensuit notamment une réinterprétation des problèmes sociaux, qui ne renvoient plus à l'individu qui les éprouve mais engagent la société tout entière : ils constituent un désordre ou, pire encore, un gaspillage dont pâtit la collectivité dans son ensemble.

C'est Leonard Hobhouse, premier professeur de sociologie en Angleterre (en 1907) et principal théoricien du *New Liberalism*, qui fait fructifier cet héritage afin de concilier la liberté et la justice, les besoins de l'individu et ceux de la collectivité. Parce que l'évolution

harmonieuse de la société dépend du développement de chacun, explique-t-il, il n'est plus incongru que l'Etat intervienne pour libérer les individus de tout obstacle susceptible d'entraver leur développement personnel. Hobhouse reconnaît donc à l'Etat un rôle beaucoup plus étendu que les libéraux de stricte obédience, qu'il s'agisse de fiscalité, de protection sociale ou d'éducation. Pour autant – et cette restriction est essentielle – ces « droits à la liberté » que concède Hobhouse sont indissociables des exigences de la société. Ils n'ont de justification que s'ils favorisent le développement individuel et, partant, s'ils concourent effectivement au raffermissement de la morale civique. Autrement dit, intervention de l'Etat et rectitude comportementale sont ici fermement appareillées.

Sous cet éclairage, Hobhouse occupe une position charnière dans la pensée politique et sociale anglaise. D'une part, en effet, il disqualifie définitivement l'individualisme forcé d'Herbert Spencer, jusqu'alors hégémonique ; celui-ci ne structurera plus le débat social, sauf peut-être au cours des années 1980, lorsque la droite thatchérienne tentera d'en ressusciter les principes. D'autre part, et surtout, Hobhouse jette les bases d'un « libéralisme social » qui sous-tend les grandes réformes sociales, en particulier le *welfare state* d'après-guerre, et qui irrigue tout un pan de la sociologie anglaise jusqu'à nos jours.

Concordance des temps

La période récente inaugure sans doute un nouveau rapprochement entre un programme politique, en quête d'une voie médiane et renouvelée, et un programme de recherche qui lui fournit ses munitions intellectuelles. A partir de 1997, les réformes entreprises par le « nouveau travaillisme » de Tony Blair témoignent en effet de l'impact politique des sciences sociales puisque le recalibrage de l'Etat providence anglais se fonde à bien des égards sur les analyses du sociologue Anthony Giddens. Celui-ci défend le principe d'une nouvelle social-démocratie qui dépasserait l'alternative stérile entre l'Etat et le marché en ouvrant une « troisième voie », au-delà de la gauche et de la droite. Il s'agit en particulier d'adapter la politique sociale aux exigences d'une société « post-traditionnelle » où, désormais, les individus doivent accepter les responsabilités qui accompagnent leurs nouvelles libertés. Parmi d'autres, Giddens recommande donc un dépoussiérage du contrat social et l'instauration de mécanismes institutionnels subordonnant l'autonomie individuelle à la recherche de l'intérêt général.

On découvre ainsi un élément de continuité saisissant entre le *New Lib* du début du vingtième siècle et le *New Lab* du début du vingt-et-unième siècle, mais aussi entre Hobhouse et Giddens, deux sociologues très actifs sur la scène politique et qui, tous deux, placent leurs espoirs dans l'émergence d'une société où les individus sont appelés à devenir plus autonomes et plus réflexifs³. De fait, en associant étroitement droits et obligations (de travailler, de se former, etc.), les réformes sociales des néo-travailleurs réactivent le schéma du *welfare contractualism* défendu jadis par les tenants du « libéralisme social ». Autrement dit, d'un siècle à l'autre la théorie sociale est restée adossée à une conception exigeante de l'individu, qui doit agir utilement dans et sur le monde social, et, de même, la politique sociale renvoie moins à un ensemble de droits fondamentaux qu'à une panoplie de programmes *ad hoc* mettant l'accent sur le développement des individus.

Ce rapprochement n'est ni anodin ni fortuit. Il rappelle qu'en Angleterre tout un pan de la réflexion sociale s'est développé dans l'ombre du libéralisme. Il s'agissait de dépasser le libéralisme, certes, mais en soulignant néanmoins que la liberté crée aussi des obligations positives qu'il incombe à chacun de remplir – pas de droits, donc, sans obligations correspondantes. Hier, cette position s'apparentait à une concession au progrès au nom d'un libéralisme assagi ; aujourd'hui, en revanche, elle ressemble davantage à une concession au libéralisme au nom d'un progressisme pragmatique.

Texte paru dans laviedesidees.fr, le 15 mars 2008

© laviedesidees.fr

³ Maggie Studholme, 1997, « From Leonard Hobhouse to Tony Blair: a Sociological Connection ? », *Sociology*, vol. 31, p. 531-547.